Précarisation / Austérité en Europe et Migrations
Journée de réflexion et d'échanges
organisées par le Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI, Genève)
Le 12 octobre 2015
Une brève présentation

Le processus de globalisation a renforcé les inégalités des rapports économiques et sociaux dans les pays du Sud et du Nord avec une augmentation de la pauvreté, du chômage et de la violence. A la recherche d'un travail, de conditions de vie et de travail décentes, de nombreuses personnes en provenance du Sud et plus récemment de l'Europe prennent la décision de migrer.

Au CCSI, comme dans d'autres lieux de consultations, nous constatons depuis 2009-2010 une présence importante de migrant-e-s européen-ne-s ou en provenance de pays européens – c'est-à-dire possédant une carte de résidence dans un des pays de l'UE – qui se retrouvent « sans statut légal » en Suisse. Si cette facette est nouvelle, les autres réalités migratoires continuent.

En Europe, différentes politiques d'austérité dans les pays notamment du sud de l'Europe génèrent une précarisation généralisée : du travail, des assurances, du logement et par conséquence des trajectoires et des projets de vie. Les enfants, les jeunes et les femmes sont les premières victimes des mesures d'austérité.

Dans l'Union européenne, 22,8 % des jeunes sont ainsi à la recherche d'un emploi (23,7 % dans la zone euro). Ce qui laisse présager une génération vivant dans une très grande précarité. Ces chiffres sont un indicateur important, néanmoins ils ne recouvrent qu'une partie seulement de la réalité. Les expulsions de logement, quant à elles, augmentent. En Espagne, selon des données officielles, en 2014 chaque jour 95 logements ont été saisis à des personnes n'arrivant plus à payer leurs hypothèques. C'est sans compter les expulsions liées aux loyers impayés ou encore les personnes qui occupent des logements vides. Cette réalité, nouvelle, en dit long sur les conséquences des budgets d'austérité votés et sur la dramatique détérioration des politiques publiques.

Arrivées en Suisse, ces migrant-e-s se retrouvent dans une grande précarité, assigné-e-s à des secteurs d'activité particulièrement précaires et informels. Pour celles et ceux qui ont une nationalité européenne, par faute de « vrai » contrat de travail, cette situation en Suisse peut perdurer à moyen-long terme.

Ces nouveaux statuts de travailleuses et de travailleurs, corvéables à merci, permettent de structurer la société et de précariser bien plus largement que la population migrante : pressions sur les conditions de travail et les salaires. Ces migrant-e-s sans autorisation de séjour ne sont pas une « population à part ». Ils/elles se retrouvent aux avant-postes de la précarisation de l'emploi.
Nous souhaitons aborder deux dimensions durant cette journée de formation :

- Le « projet néo-libéral », les mesures prises « font sens », elles forment un tout.

- La précarisation des différents statuts des migrant-e-s en Suisse dans une perspective historique (risques accrus de révocation de permis, difficultés renforcées pour les regroupements familiaux, notamment).